



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le 22/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ALBIANT- IT**

100 rue Alfred Kastler  
77127 Lieusaint

Références : E4/25 2704  
Code AIOT : 0006513144

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2025 dans l'établissement ALBIANT- IT implanté 100 rue Alfred Kastler, 77127 Lieusaint. L'inspection a été annoncée le 22/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALBIANT- IT
- 100 rue Alfred Kastler 77127 Lieusaint
- Code AIOT : 0006513144
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALBIAN-IT est autorisée à exploiter le datacenter SIRIUS de Lieusaint par :

- arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 088 du 31 mars 2009 autorisant l'exploitation d'un centre informatique à LIEUSAIN,
- bénéfice de droits acquis du 23 avril 2019 pour l'exploitation des installations soumises à déclaration sous la rubrique 1185 et des installations de combustion soumises à enregistrement sous la rubrique 2910-A de la nomenclature des ICPE,
- arrêté préfectoral complémentaire n°2021/DRIEE/UD77/158 du 23 novembre 2021.

Le site est soumis à enregistrement pour la rubrique 2910-A-1 (Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771) et également à déclaration avec contrôle périodique pour les rubriques 4734-1-c (Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution) et 1185-2-a (Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe du règlement (UE) n° 517/2014) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Protection de la ressource en eaux	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.1.1	Sans objet
3	Protection de la ressource en eaux	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.3.9	Sans objet
4	Prévention des risques électriques	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 7.3.3	Sans objet
5	Prévention des pollutions accidentels	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 7.5.3	Sans objet
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 7.5.7	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est sécurisé et bien tenu. L'exploitant a mis en place un suivi de son site rigoureux et met rapidement en œuvre les solutions pour lever les non-conformités relevées par l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Valeurs limites de rejet

**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub>, ramenée à 5% en volume.

Conduit n° 1 à 12	concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>
SO <sub>2</sub>	160
NOx	1700
Poussières	50

Les valeurs limites d'émission (VLE) définies au présent titre s'appliquent à chaque appareil de l'installation pris individuellement et, en règle générale, dès que l'appareil atteint 70 % de sa puissance.

Si le fonctionnement normal d'un appareil comporte un ou plusieurs régimes stabilisés à moins de 70 % de sa puissance ou un régime variable, les VLE définies à l'alinéa ci-dessus s'appliquent à ces différents régimes de fonctionnement.

Les VLE ne s'appliquent pas aux régimes transitoires de démarrage et d'arrêt des équipements. Toutefois, ces régimes transitoires sont aussi limités dans le temps que possible.

**Constats :**

Il y a 8 groupes électrogènes alimentés au fioul domestique sur site et non 12 comme indiqué dans l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. En effet, le site n'est pas exploité à son taux d'occupation maximal, 8 groupes suffisent.

Ils sont destinés à secourir l'alimentation électrique des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci. Pour des tests de fonctionnement, les moteurs des groupes sont utilisés au maximum 4 h/mois soit 48 h/an.

Sur l'année 2024, les moteurs ont été utilisés à peine 12 h. Le contrôle des rejets atmosphériques a été fait du 31 juillet au 2 août 2024. Aucun des groupes ne respecte les VLE en poussières, et 4 groupes ne respecte les VLE en Nox. Ce problème est récurrent et concerne toujours les mêmes groupes.

Pour les prochaines analyses, l'exploitant installera un banc de charge afin de déterminer si cela a un impact sur la concentration des rejets.

Sur 2 groupes, l'exploitant a installé post analyse du fuel vert. Il n'a pas refait d'analyses pour vérifier si cela avait un impact sur les émissions atmosphériques.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra transmettre les documents justifiant des mesures prises pour réduire les concentrations de poussières et de NOx sous le seuil des valeurs limites d'émission.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Protection de la ressource en eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.1.1	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prélèvements et consommations d'eau	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :	
Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle estimée
Réseau public	600 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b>	
Le site a consommé 369 m <sup>3</sup> pour l'année 2024. La consommation est similaire depuis 2017.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

## N° 3 : Protection de la ressource en eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux collectées sur les parkings, les voies de circulation et les eaux de lavage des locaux abritant les groupes électrogènes sont des eaux susceptibles d'être polluées. Ces eaux sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le réseau des eaux pluviales non polluées du site puis dans le réseau des eaux pluviales communal. Le séparateur d'hydrocarbures précédent le point de rejet interne n°2 bis est au moins équipé d'un dégrilleur, d'un obturateur automatique, d'un dispositif de prélèvement d'échantillon, d'une alarme et d'un débourbeur. Le séparateur est entretenu de façon à assurer son fonctionnement nominal. Les boues et les eaux de curage du séparateur sont enlevées puis traitées dans des installations dûment autorisées à cet

<p>effet aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an. Les bordereaux de suivi des déchets sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier entretien du séparateur d'hydrocarbures a été effectué le 30 septembre 2025.</p> <p>Les trois obturateurs ont été vérifiés le 2 décembre 2024. Ils sont testés tous les ans lors de leur maintenance. Ils sont actionnables uniquement manuellement. Il existe une procédure pour les agents de sécurité qui sont présents 24 h/24 et 365 jours/an.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Prévention des risques électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 7.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La vérification des installations électriques a été effectuée du 8 au 11 septembre 2025. Le rapport Q18 mentionne que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Prévention des pollutions accidentels

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de liquides inflammables</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage de liquides inflammables (fioul domestique) est destiné à l'alimentation des installations de combustion (groupes électrogènes).</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 8 cuves enterrées, à double enveloppe, de 120 m<sup>3</sup> chacune;</li> <li>- 12 cuves aériennes de 0,5 m<sup>3</sup>, situées dans les locaux "groupes électrogènes" et placées sur rétention.</li> </ul> <p>Les réservoirs enterrés et leurs équipements annexes devront satisfaire à l'ensemble des</p>



prescriptions de l'arrêté ministériel en vigueur.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose de 8 cuves enterrées, de 120 m<sup>3</sup> chacune, de fioul dont une en fioul vert. Le site stocke l'équivalent d'une semaine d'autonomie en carburant.</p> <p>Ces cuves sont à double paroi et équipées d'un détecteur de fuite. Ce dernier est contrôlé tous les 5 ans conformément à l'arrêté du 18/04/08 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Ils étaient fonctionnels lors du contrôle du 25 novembre 2020. Le prochain contrôle est programmé pour le 5 décembre 2025.</p> <p>L'alarme du détecteur de fuite est relié au système GTC (Gestion Technique Centralisée). L'alarme est testée 1 fois par an.</p> <p>Le site dispose également de 8 cuves aériennes de 0,5 m<sup>3</sup>, situées dans les locaux "groupes électrogènes" et placées sur rétention.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 7.5.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transports - Chargements - Déchargements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art.</p> <p>Notamment, deux aires de dépotage sont mises en place pour le remplissage des 4 cuves enterrées de stockage extérieur de fuel du site. Des dispositifs d'obturation du réseau d'eaux pluviales sont prévus afin d'orienter tout rejet accidentel lors du dépotage vers deux cuves de rétention de 10 m<sup>3</sup> associées à chaque aire de dépotage. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. Des commandes permettant la mise en fonctionnement de ces dispositifs sont situées au niveau des deux aires de dépotage.</p> <p>Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).</p> <p>Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p>

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

**Constats :**

Les cuves sont équipées d'une sonde de remplissage reliée au système GTC. De plus, un agent vérifie une fois par mois avec une règle de mesure le niveau de remplissage des cuves. Il vérifie en même temps l'absence d'eau dans les cuves.

Il y a deux cuves de rétention (une par aire de dépotage).

Un protocole de livraison est appliqué à chaque livraison en présence du livreur, d'un agent de sécurité, d'un responsable technique du site et d'un agent ENGIE. Le site stocke l'équivalent d'une semaine d'autonomie en carburant.

**Type de suites proposées :** Sans suite